



Compte rendu de la session d'été 2017

Les Chambres fédérales restent prudentes face au génie génétique

Pendant la session d'été, le Conseil des Etats a mis la dernière main à la modification de la loi sur le génie génétique, en fermant la porte à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans la recherche. En outre, le Parlement a traité plusieurs interventions relatives aux conditions cadres des start-ups en Suisse. Il a notamment discuté une facilitation de l'obtention des visas pour les fondateurs de start-ups et d'allègements fiscaux pour les jeunes entreprises innovantes. Ces interventions ont pour but de renforcer l'attractivité de la place économique et scientifique suisse.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

Pas de dissémination d'OGM dans la recherche

Pendant la session d'été, les Chambres fédérales ont éliminé la dernière divergence concernant la modification de la loi sur le génie génétique (**16.056**). Le Parlement a ainsi maintenu les dispositions interdisant la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM) contenant des gènes résistants aux antibiotiques dans le cadre de la recherche. Pendant la session de printemps, le Conseil des Etats avait soutenu un assouplissement en faveur de la recherche, contre l'avis du Conseil national. La Chambre haute s'est finalement ralliée à la position du Conseil national, par une courte majorité de 21 voix contre 20. La majorité du Conseil des Etats estime qu'une telle libéralisation

comporte des risques inconnus pour la santé. Une minorité de la Chambre haute soutenait la mesure proposée par le Conseil fédéral, en argumentant qu'il fallait renforcer la place scientifique suisse en supprimant cette barrière à la recherche.

Le Parlement reste prudent face aux OGM

Les mesures de libéralisation concernant les OGM proposées par le Conseil fédéral n'ont pas convaincu la majorité des parlementaires, qui ont décidé de maintenir les restrictions en vigueur. Lors des sessions d'hiver 2016 et de printemps 2017, le moratoire sur l'usage d'OGM dans l'agriculture a été prolongé de quatre ans par les deux chambres. Le Conseil fédéral avait également défini un concept de cohabitation entre culture avec OGM et culture sans OGM. Cette disposition a été refusée par les parlementaires.

➤ **Protocole du Conseil des Etats du 7 juin 2017**

➤ **Vote final du 16 juin 2017**

Les parlementaires ont en outre...

➤ ... refusé au Conseil des Etats de donner suite, par 20 voix contre 13 et 7 abstentions, à une motion (17.3071) du conseiller aux Etats Ruedi Noser demandant l'introduction d'une nouvelle catégorie de permis de travail destinée aux étrangers qui fondent une entreprise en Suisse ou qui veulent investir dans une entreprise en passe d'être fondée en Suisse.

➤ ... adopté, au Conseil national, une motion (17.3259) déposée par la Commission des finances (CdF-N), par 107 voix contre 63. Cette dernière demande au Conseil fédéral de soumettre à l'Assemblée fédérale un ou plusieurs projets visant à réduire de 5% à 10% le montant des dépenses fortement liées de la Confédération. Le Conseil des Etats va désormais se prononcer sur la question.

➤ ... approuvé par 122 voix contre 48 et 2 abstentions, au Conseil national, une motion (17.3261) déposée par la Commission de l'économie et des redevances (CER-N), suggérant au Conseil fédéral de mettre au point un régime fiscal attrayant et concurrentiel sur le plan international pour les start-ups et les participations détenues par leurs collaborateurs. La Chambre haute doit désormais se prononcer sur la motion.

➤ ... accepté au Conseil national, par 134 voix contre 40 et 4 abstentions, une motion (15.3687) déposée par la conseillère nationale Ruth Humbel, chargeant le Conseil fédéral d'examiner la possibilité d'une alternative à l'examen du numerus clausus régissant actuellement l'admission aux études de médecine humaine. La motion propose de remplacer ou de compléter l'examen d'admission par un test d'aptitude accompli durant un stage en hôpital, en clinique ou en EMS. Le Conseil des Etats étudiera la question en deuxième lecture.

➤ ... adopté, au Conseil national, un postulat (17.3106) déposé par le conseiller national Marcel Dobler. Ce dernier demande au Conseil fédéral d'examiner la façon dont l'armée entend satisfaire à long terme ses besoins en termes de compétences dans le domaine des nouvelles technologies. Le postulat demande notamment une étude concernant une possible collaboration de l'armée avec les établissements de formation et le monde économique.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

Mise en œuvre de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Charger le Conseil fédéral de présenter un rapport circonstancié sur les négociations ou tentatives de négociations qu'il a entreprises avec l'UE

➤ Motion (17.3017) du groupe de l'UDC.
Déposée le 27 février 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 10 mai 2017.

Suspension d'Erasmus plus. Un autogoal pour la Suisse en termes de formation?

➤ Interpellation (17.3028) du conseiller aux Etats Beat Vonlanthen (PDC).
Déposée le 27 février 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 17 mai 2017.

Assurance-chômage. Combattre la précarité des chercheurs boursiers

- Postulat (17.3038) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposé le 1^{er} mars 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 26 avril 2017.
-

Médecine dentaire. Respecter nos diplômes

- Interpellation (17.3041) du conseiller national Manuel Tornare (PS).
Déposée le 1^{er} mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 24 mai 2017.
-

Mise en œuvre de la nouvelle loi sur les écoles suisses à l'étranger

- Interpellation (17.3043) de la conseillère aux Etats Anne Seydoux-Christe (PDC).
Déposée le 1^{er} mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 26 avril 2017.
-

Permettre aux réfugiés hautement qualifiés d'effectuer un parcours d'études normal

- Interpellation (17.3048) de la conseillère nationale Claudia Friedl (PS).
Déposée le 2 mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 17 mai 2017.
-

Si la Suisse paie la formation coûteuse de spécialistes, ils doivent aussi pouvoir travailler ici

- Motion (17.3067) du conseiller national Marcel Dobler (PLR).
Déposée le 7 mars 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 10 mai 2017.
-

Politisation de la recherche énergétique?

- Interpellation (17.3062) du conseiller national Hans-Ulrich Bigler (PLR).
Déposée le 6 mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 10 mai 2017.
-

Une Suisse attractive pour la recherche grâce à un visa destiné aux fondateurs de jeunes entreprises

- Motion (17.3071) du conseiller aux Etats Ruedi Noser (PLR).
Déposée le 7 mars 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 10 mai 2017.
-

Armée 2.0. La Suisse doit promouvoir et sauvegarder le savoir-faire technologique

- Postulat (17.3106) du conseiller national Marcel Dobler (PLR).
Déposé le 14 mars 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 10 mai 2017.
-

Orientation stratégique du Conseil des EPF

- Interpellation (17.3110) de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC).
Déposée le 14 mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 17 mai 2017.
-

Rendre le savoir des stations de recherche accessible aux producteurs de semences privés

- Interpellation (17.3101) du conseiller national Walter Müller (PLR).
Déposée le 13 mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 10 mai 2017.
-

Biobanques. Un cadre légal pour assurer la recherche biomédicale et la protection des patients

- Motion (17.3170) de la conseillère nationale Rebecca Ana Ruiz (PS).
Déposée le 16 mars 2017.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 2 juin 2017.
-

Dominance de l'anglais dans la recherche. Pourquoi nos langues nationales sont-elles reléguées au second plan?

- Interpellation (17.3161) du conseiller aux Etats Joachim Eder (PLR).
Déposée le 16 mars 2017.
Le Conseil fédéral a répondu le 10 mai 2017.
-

Excellence et compétitivité internationale des EPF de Zurich et de Lausanne

↗ Interpellation (17.3216) du conseiller national Gerhard Pfister (PDC).

Déposée le 17 mars 2017.

Le Conseil fédéral a répondu le 17 mai 2017.

Renforcer le système dual de la formation professionnelle en redélimitant clairement les rôles respectifs des hautes écoles universitaires et des hautes écoles spécialisées conformément à la LEHE

↗ Postulat (17.3234) de la conseillère nationale Andrea Gmür-Schönenberger (PDC).

Déposé le 17 mars 2017.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 17 mai 2017.

Faire de la Suisse un pôle de recherche à la pointe de l'innovation grâce aux méthodes qui remplacent les expériences sur les animaux

↗ Motion (17.3240) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).

Déposée le 17 mars 2017.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 17 mai 2017.

En adaptant notre formation, les robots seront une chance pour la Suisse!

↗ Postulat (17.3246) du conseiller national Claude Bégli (PDC).

Déposé le 17 mars 2017.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 10 mai 2017.

Développer une politique de «prix à l'innovation» ciblée pour guider et stimuler la recherche vers les domaines prioritaires pour la Suisse

↗ Interpellation (17.3252) du conseiller national Claude Bégli (PDC).

Déposée le 17 mars 2017.

Le Conseil fédéral a répondu le 17 mai 2017.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

Rendre la Suisse plus attrayante pour les jeunes entreprises en supprimant l'obligation de cotiser à l'assurance-chômage

- Motion (17.3326) de la conseillère nationale Regine Sauter (PLR).
Déposée le 4 mai 2017.
-

Subside du Fonds national pour l'achat de chanvre

- Question (17.1029) du conseiller national Mauro Tuena (UDC).
Déposée le 4 mai 2017.
-

Cannabis. Expériences financées avec de l'argent du Fonds national suisse (soit du contribuable)

- Interpellation (17.3289) de la conseillère nationale Andrea Martina Geissbühler (UDC).
Déposée le 3 mai 2017.
-

Erasmus+: clarification sur la solution suisse pour l'encouragement de la mobilité internationale à des fins de formation à partir de 2018

- Interpellation (17.3351) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 4 mai 2017.
-

Apprentissage d'une deuxième langue nationale. Crédit pour la promotion des échanges linguistiques

- Motion (17.3306) de la conseillère nationale Géraldine Marchand-Balet (PDC).
Déposée le 4 mai 2017.
-

Enseignement des langues: défendre la cohésion nationale et faire respecter la Constitution

- Interpellation (17.3302) du groupe socialiste.
Déposée le 4 mai 2017.
-

Instauration d'un référendum financier

- Initiative parlementaire (17.446) du groupe de l'UDC.
Déposée le 6 juin 2017.
-

La publication d'études scientifiques qui contredisent la stratégie énergétique 2050 a-t-elle été «mystérieusement reportée» à après le vote?

- Interpellation (17.3404) du conseiller national Lorenzo Quadri (UDC).
Déposée le 8 juin 2017.
-

Euratom: un gouffre financier?

- Interpellation (17.3410) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 8 juin 2017.
-

La Suisse doit réintégrer le programme Erasmus+ au plus vite

- Motion (17.3416) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 8 juin 2017.
-

État de la relation Suisse–UE: blocage dans l'adaptation d'accords en vigueur

- Interpellation (17.3440) du conseiller national Thomas Aeschi (UDC).
Déposée le 13 juin 2017.
-

OFAG, OFEV, Eawag. Des études non-représentatives pour défendre leurs propres propositions?

- Interpellation (17.3445) du conseiller national Hansjörg Walter (UDC).
Déposée le 14 juin 2017.
-

Accompagnement des migrants mineurs non accompagnés (RMNA) dans leur formation au secondaire 2

- Interpellation (17.3447) du conseiller national Jacques-André Maire (PS).
Déposée le 14 juin 2017.
-

Prise en compte des coûts de la révolution numérique dans le message FRI

- Interpellation (17.3488) du conseiller national Christoph Eymann (PLD).
Déposée le 15 juin 2017.
-

Partenariats public-privé pour des investissements dans les infrastructures tournés vers l'avenir

- Postulat (17.3527) du groupe PDC.
Déposé le 15 juin 2017.
-

Renforcer la formation en informatique en Suisse

- Interpellation (17.3533) du conseiller national Franz Grüter (UDC).
Déposée le 15 juin 2017.
-

Mesures nécessaires en matière d'expérimentation animale. Promotion du principe des 3R par le FNS

- Interpellation (17.3545) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 15 juin 2017.
-

En finir avec la boîte noire concernant les coûts de la formation universitaire des médecins!

- Interpellation (17.3509) de la conseillère aux Etats Anita Fetz (PS).
Déposée le 15 juin 2017.
-

Une Suisse attractive pour la recherche grâce à un visa destiné aux fondateurs de jeunes entreprises

- Motion (17.3578) du conseiller national Martin Bäumle (PVL).
Déposée le 16 juin 2017.
-

Réduire significativement la charge fiscale due à la participation de collaborateurs dans les start-ups et les entreprises familiales

- Initiative parlementaire (17.456) du conseiller aux Etats Ruedi Noser (PLR).
Déposée le 15 juin 2017.

CONTACT

Réseau FUTURE

Münstergasse 64/66, 3011 Berne

Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47

info@netzwerk-future.ch

www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

20 juin 2017
